

Portraits & témoignages de Sylvie Goulard par HISTOIRE@POLITIQUE

Revue électronique du Centre d'Histoire de Sciences Po (novembre/décembre 2007 n°3)

La rubrique d'HISTOIRE@POLITIQUE, « Portraits et témoignages », est destinée à mettre en lumière des personnalités politiques ou universitaires, aucun cadre formel strict n'a été fixé pour rendre compte des trajectoires individuelles proposées à chaque numéro. Le ou les entretiens pourront être restitués en tant que tels, comme un témoignage brut ayant valeur de source ; ils pourront aussi être croisés avec des publications ou d'autres interventions pour fournir la matière d'un portrait. En revanche, un fil rouge européen donnera sa cohérence aux premières livraisons, rassemblant spécialistes, techniciens, élus et militants de l'Europe.

Entretien avec Sylvie Goulard
Anne Dulphy, Christine Manigand

- Surtout connue à l'heure actuelle comme militante de l'Europe, puisque vous avez été élue en décembre 2006 à la présidence du Mouvement européen France, vous êtes également enseignante au Collège de Bruges, chercheur associé au CERI (Centre d'études et de recherches internationales), enfin actrice du processus communautaire puisque, de mai 2001 à l'été 2004, vous avez été membre du Groupe des conseillers politiques à la Commission européenne sous la présidence de Romano Prodi. Toutes ces expériences sont-elles compatibles, dans leur diversité, et laquelle vous a le plus apporté ?

Sylvie Goulard : Il y a un fil rouge, peut-être une monomanie diraient certains, qui est l'intérêt pour l'Europe et l'ouverture internationale qui m'a amenée à choisir le Quai d'Orsay à la sortie de l'ENA. J'y ai connu un premier temps fort extraordinaire, avoir la chance de participer – comme petite main ! – aux négociations sur la réunification de l'Allemagne. L'autre expérience vraiment très marquante correspond à mon passage à la Commission ; c'est une institution extraordinaire par sa diversité culturelle et humaine, et travailler auprès du Président et de plusieurs Commissaires m'a offert un poste d'observation particulièrement enrichissant sur l'appareil communautaire, d'autant que c'était l'époque de la Convention. Mais j'ai toujours cherché à mêler l'action et la réflexion : dans l'action seule, on risque de perdre de vue les objectifs ; dans la réflexion seule, on néglige parfois la dimension irrationnelle de la réalité. J'ai donc essayé de panacher les expériences autour du fil rouge de l'Europe, en conjuguant visions nationale et européenne, perspectives de recherche et d'action. Aujourd'hui, j'ai la conviction très profonde que l'avenir de l'Europe se joue sur le terrain des opinions publiques, de la capacité à associer les Européens à ce projet : la vraie bataille de l'Europe est sur ce front, négligé par ceux qui nous gouvernaient ces dernières années, quelle qu'ait été leur appartenance partisane.

- Avez-vous encore le temps d'écrire ? Manifestement oui, à en juger par votre production tout à fait importante...

Sylvie Goulard : Il est vrai que c'est toujours difficile, d'autant que j'ai une famille. Mais, après le référendum de mai 2005, j'ai éprouvé le besoin de réagir parce que j'étais triste. Le « non » français était un contresens ; il a abouti à ralentir la démocratisation de l'Union ; il n'a rien construit, rien amélioré. La Convention qui avait rédigé le traité constitutionnel représentait une étape certes insuffisante, mais très positive, vers plus de démocratie dans l'élaboration des traités. La régression de 2005 m'a donné envie de parler d'Europe, et d'en parler autrement : c'est pourquoi je me suis lancée dans l'aventure de L'Europe pour les nuls [1] . J'ai aussi voulu faire un point historique en redonnant la parole aux pères fondateurs dans Le coq et la perle [2] , parce qu'on entend aujourd'hui beaucoup de choses sur l'Europe qui sont historiquement infondées et qui imposent de retourner aux textes...

- Un exemple de ces idées reçues ?

Sylvie Goulard : Une illustration toute simple : on entend dire que l'Europe a été faite pour la paix qui est réalisée et que, maintenant, nous sommes dans l'ère de la globalisation, donc l'Europe telle qu'elle a été conçue après la Seconde guerre mondiale n'est plus adaptée. Or, quand on se reporte aux réflexions des années 1950, on constate que les hommes politiques qui ont porté le projet européen avaient une ouverture internationale infiniment supérieure à la plupart des dirigeants actuels, qu'ils avaient une vision globale, évidemment marquée par les conditions de leur époque, c'est-à-dire la domination économique et morale des Etats-Unis et le contre-modèle de l'URSS. Le projet européen a vraiment été lancé comme un projet de civilisation dans un monde envisagé dans sa globalité : il n'était pas inward looking comme diraient les Anglo-saxons ! Evidemment, la condition préalable pour que l'Europe joue un rôle dans le monde était bien qu'il y ait la paix entre les Européens ; on ne pouvait pas peser dans les affaires internationales en continuant à s'entretuer ! Mais l'objectif allait bien au-delà. Voilà un exemple très frappant de contresens. Prenez le rapport Spaak qui a pavé la voie au traité de Rome. Ce texte est une analyse des enjeux globaux, si le mot globalisation n'est bien sûr pas employé : le besoin d'industrie aéronautique, la nécessité de défendre le secteur automobile, l'importance de l'agriculture comme outil d'indépendance en période de pénurie alimentaire... Je trouve très regrettable de passer sous silence ces éléments et de ramener le projet européen à une dimension fondamentale mais un peu réductrice, la paix entre Européens.

Nous avons été frappées en vous lisant de la fréquence des citations que vous faites de Paul-Henri Spaak ; s'il figure certes parmi les pères fondateurs, son rôle est souvent ignoré du grand public.

Sylvie Goulard : Je l'ai fait exprès. Ce livre est construit sur des coups de cœur et non point sur des critères académiques. Comment ne pas donner la parole à Spaak qui a dit : « En Europe il n'y a que des petits pays, certains ne s'en sont pas encore aperçu » ? J'adore cette forme d'humour, j'aime énormément la Belgique, l'un de ces soi-disant « petits » dont nous avons beaucoup à apprendre. J'ai trouvé stimulant de me référer à Spaak qui a eu, à certains moments de sa carrière politique, une attitude extrêmement courageuse en faveur de la France, je pense notamment à ses prises de position aux Nations unies pendant les périodes de décolonisation, qui a toujours marqué un respect très profond pour nos traditions, qui n'était donc pas un anti-français primaire, mais qui fut ulcéré par un certain nombre de comportements français, notamment à l'époque du général de Gaulle, qui me paraissent caricaturaux de nos pires défauts : l'incapacité à respecter des partenaires, à informer en temps voulu, le fait de se servir de l'Europe comme d'un escabeau au profit de la grandeur de la France qui ne peut plus l'être toute seule... Spaak nous livre un vrai message de fond sans jamais être ennuyeux.

- Le portrait qu'il brosse du général de Gaulle dans ses mémoires est au vitriol [3] ...

Sylvie Goulard : Oui, mais relisez les Mémoires d'espoir dans un contexte européen, cette sacralisation de la nation française mérite tout de même réflexion : les Français doivent réaliser que le monde ne tourne pas autour d'eux, que la Gaule n'était pas grand-chose au temps de la gloire de l'Empire romain. C'est cela que j'apprécie chez Paul-Henri Spaak, son regard empli d'humour sur notre passé. Mais il y a d'autres figures citées, notamment Alcide de Gasperi, Altiero Spinelli...

Dans votre panthéon des pères de l'Europe, vous placez Robert Marjolin alors que ce dernier est souvent relégué dans le second cercle par les historiens. Pourquoi lui donner une place aussi importante ?

Sylvie Goulard : Sa réflexion est d'une immense profondeur, ses mémoires échappent par leur lucidité à l'enjolivement naturel des souvenirs personnels [4] ; son parcours humain est émouvant et édifiant pour les plus jeunes : il était issu d'un milieu très modeste, a fait sur le tard des études brillantissimes qui lui ont donné sa place parmi les plus éminents économistes de son temps. Sa vision est très équilibrée et il contrebalance les plus fédéralistes des fondateurs. J'ai voulu répondre à une caricature fréquente des pro-européens, présentés comme des ingénus, des idéalistes, des « boys scouts ». Je crois que c'est inexact. D'abord, ces idéalistes-là nous ont apporté ce que la realpolitik n'a jamais obtenu : la paix. Et puis, il y a eu parmi les premiers acteurs de la construction communautaire des gens comme Robert Marjolin – commissaire européen de 1958 à 1967 – qui avaient vraiment le souci de combiner les intérêts nationaux et les intérêts européens mais qui le faisaient dans un esprit d'ouverture, de respect des partenaires. Il y a plusieurs manières de défendre

ses intérêts et je ne pense pas que la brutalité dont certains font aujourd'hui une vertu fasse vraiment avancer les choses.

- Vous préconisez dans *Le coq et la perle* un retour à la méthode communautaire, celle de Jean Monnet. Pouvez-vous nous la définir précisément ? C'est la recherche de l'intérêt général, du consensus, de l'équilibre ?

Sylvie Goulard : C'est vraiment le fait d'essayer d'envisager tous les problèmes sous l'angle de l'intérêt commun : tel est le cœur de la méthode communautaire. Si vous prenez par exemple l'énergie, vous pouvez considérer que l'approvisionnement européen est une question d'intérêt commun et que le fait d'aborder ensemble les fournisseurs russes ou moyen-orientaux, d'avoir des moyens conjoints de faire de la recherche sur les énergies renouvelables, vaut mieux que la mise en concurrence des clients européens vis-à-vis de leurs fournisseurs ou celle d'équipes de recherche qui n'atteignent pas seules la taille critique. Donc, la méthode communautaire, c'est de réfléchir à ce que nous avons en commun et de rechercher des solutions communes qui répondent bien entendu aux préoccupations des uns et des autres mais qui placent vraiment ce qui est commun au premier plan, en renvoyant la juxtaposition des approches nationales au second. C'est une question vraiment essentielle ; c'est pourquoi je suis en désaccord avec ceux qui disent que l'on peut faire « une autre Europe », une Europe des Nations juxtaposées. Ils ont peut-être un louable objectif mais, comme ils ne se donnent pas des méthodes, des procédures collectives pour surmonter les divergences ; le choc des intérêts nationaux exacerbés aboutit en général à l'inefficacité. Enormément d'exemples concrets démontrent la vanité des coopérations non organisées. Il est intéressant de rappeler aux jeunes générations que Jean Monnet a justement réfléchi à un moyen de surmonter les défauts de la coopération. Hubert Védrine vient de rendre au président de la République un rapport sur la France et la mondialisation [5] , très éclairant de ce point de vue car il y manque tout simplement l'essentiel : il ne dit pas un mot de la manière d'atteindre les objectifs affichés. Il prône des Etats forts qui, par leur coopération, sans mécanisme de décision, devraient arriver à des positions communes : c'est un conte de fées ! Les premiers européens ne furent pas des ingénus parce que justement ils ont cherché à régler ce problème de méthode qui avait paralysé la SDN (Société des Nations), qui entrave l'action de l'ONU. Quand on regarde ce qui a permis à l'Europe d'apparaître aux yeux du monde comme une entité, c'est la politique de concurrence (intégrée), c'est la politique commerciale avec un seul négociateur qui travaille sur mandat des Etats. Demandez aux Chinois si l'Europe commerciale existe, ils vous diront oui ; demandez-leur si elle existe en matière de politique étrangère, ils vous répondront non.

- Comment un chercheur peut-il à la fois publier *Le coq et la perle* et *L'Europe pour les nuls* ? Vous a-t-on sollicitée, vous avez accepté en fonction de vos préoccupations vis-à-vis de l'opinion ?

Sylvie Goulard : Face au référendum, et même avant, j'ai toujours regretté que l'on parle mal de l'Europe, qu'on en fasse un sujet assommant alors qu'elle est si vivante. La collection « Pour les nuls » a un ton qui ne se veut pas sérieux mais le fond l'est, il y a une matière considérable. Je crois qu'il faut faire cette pédagogie de la complexité européenne, je le dis dans l'introduction. Il n'est pas possible d'aborder les questions européennes sans faire l'effort d'avoir un minimum de connaissances mais, parce que c'est ardu, le ton ne doit pas l'être. Mon ambition était de mettre des informations de qualité à la portée du grand public, des jeunes, des étudiants... J'avais envie d'écrire un ouvrage vivant sur l'Europe, via des anecdotes, grâce au jeu des citations : donner la parole aux acteurs d'une époque est plus intéressant, plus parlant que de faire un commentaire. J'ai sauté sur l'occasion quand les éditeurs me l'ont proposé ; cela dit, je ne recommande pas d'écrire deux livres en même temps, c'est un peu compliqué à gérer !

- Surtout avec des tonalités si différentes ! Cela s'inscrit dans ce souci d'opinion...

Sylvie Goulard : ...qui demeure primordial pour moi. J'estime que le projet européen est un beau projet ; il est donc très triste que beaucoup de gens n'en entendent pas parler, ne se rendent pas compte de tout le potentiel de contacts, de richesse humaine qu'il recèle. Travailler à la Commission, c'est une expérience fabuleuse : c'est une administration faite d'êtres humains qui travaillent ensemble, qui produisent des textes, qui prennent des décisions. J'avais la chance d'être dans une équipe dont le président était italien, ma secrétaire était autrichienne, mes collègues étaient finlandais,

grecs, anglais... Vous vous rendez compte dans ces milieux pluriculturels que, malheureusement, le grand public ignore le meilleur aspect de l'Europe qui est la rencontre des autres. Auprès des jeunes, je ne défends pas l'Europe « huile de foie de morue », dégoûtante mais nécessaire ; je ne leur dis pas qu'on ne peut pas faire autrement parce qu'on n'est plus assez puissant ; je cherche au contraire à les convaincre que c'est beaucoup plus amusant que l'action dans le cadre national ! Parmi ceux qui font des études de politique étrangère, beaucoup auraient envie d'entrer dans un service diplomatique européen plutôt que national : la manière de régler les problèmes passera en effet par des discussions vives, des différences d'approches, beaucoup plus passionnantes que la reproduction de schémas nationaux.

- Pourtant la légende noire de la commission de Bruxelles existe en France, il faut lui tordre le cou !

Sylvie Goulard : Comme toute institution humaine, elle peut se tromper. Mais il ne faut pas la juger sur des critères qui ne sont pas appropriés. Ce n'est pas un gouvernement, c'est un prototype, c'est quelque chose de totalement inédit, délicat à juger de manière juste.

- Dans la défense de cette Europe, quel type d'actions mène le Mouvement européen [6] ?

Sylvie Goulard : Nous essayons d'occuper un créneau – très difficile ! – entre les cercles d'experts et le « café du commerce ». Si vous regardez le débat européen, il est essentiellement le fait d'experts, très bien informés, mais qui restent entre eux, ou celui de personnes qui affirment avoir des opinions mais n'ont souvent pas les éléments de base. Nous voulons créer un lieu de débat. Nous ne sommes pas là pour faire de la propagande mais pour permettre un échange, une interrogation voire une critique mais argumentée : j'ai tout à fait confiance dans le projet européen ; quand on en parle de manière vivante, on peut convaincre de son bien-fondé, de ses charmes ! Il ne s'agit pas de le vendre de force, mais de créer un lieu de débat pluraliste, convivial et exigeant. Pluraliste car le Mouvement européen n'est pas un parti politique, il a des membres de toutes tendances, engagés ou non ; exigeant car se mobiliser pour l'Europe implique d'aborder certains concepts, à la portée de beaucoup à condition d'éviter les slogans. Nous essayons d'être présent dans toute la France, contrairement à d'autres organisations.

- Vous êtes structuré en régions ?

Sylvie Goulard : Nous comptons quarante-trois sections locales, plus ou moins dynamiques, réactives, branchées sur la jeunesse... J'ai essayé d'entreprendre une tournée dans toute la France, alors que les présidents précédents voyageaient assez peu ; je suis donc deux à trois fois par mois dans nos régions pour les rencontrer, pour les motiver. Etre sur le terrain change le point de vue et permet de renouveler l'action.

- En pratique, cette action utilise quels registres ?

Sylvie Goulard : C'est très varié. Pour donner des exemples concrets : l'ancien président allemand Richard von Weisäcker vient discuter avec les élèves d'Henri IV, en allemand, sur les valeurs de l'Europe. Dans une série de petits-déjeuners, les ambassadeurs des nouveaux Etats membres de l'UE, qui n'ont pas signé le traité de Rome, viennent expliquer à ceux qui critiquent la rapidité de l'élargissement d'où viennent ces Etats – l'intervention des chars soviétiques en 1956, en 1968 ! En novembre, une grande journée sur la concurrence est organisée autour de Mario Monti, ancien commissaire à la Concurrence, membre de la commission Attali, pour revenir sur le débat peu rigoureux de 2005 contre la concurrence libre et non faussée : je la préfère personnellement à la concurrence pas libre et faussée, et il faut montrer que les consommateurs y ont intérêt, tout comme les PME vivent mieux quand les cartels sont interdits. Il y a un aspect social dans la politique de la concurrence : des élus de gauche doivent en débattre avec des économistes. Notre rencontre nationale annuelle aura lieu fin novembre à Rennes, en partenariat avec Ouest France, sur la globalisation : les groupes de travail « Europe et mondialisation » qui ont fait un blog participatif et qui produisent des papiers de réflexion vont en discuter avec Jean-Pierre Jouyet, l'ancien chef de cabinet de Pascal Lamy, Pierre Defraigne et bien d'autres ; il va y avoir une table ronde sur l'euro, une autre avec Robert Badinter sur l'abolition de la peine de mort comme valeur européenne. J'ai remarqué que, si l'on parle de valeur in abstracto, les gens « n'accrochent » pas ; il faut passer par une illustration

concrète. Aussi bien sur l'euro que sur l'abolition de la peine de mort, une série de panneaux a été conçue pour circuler dans les écoles et être présentée par nos sections.

Notre grand projet pour 2008 est de marquer les débuts de la présidence française, avec deux autres associations, celle de Jacques Delors Notre Europe [7] et une petite ONG appelée Europa Nova [8], par les deuxièmes Etats généraux de l'Europe ; une multitude d'ateliers rassemblera des participants n'étant pas spécialement engagés dans la construction européenne : des associations de lutte contre l'exclusion, travaillant sur l'environnement, sur l'énergie ; des enseignants ; des entreprises... Nous essayons de monter une très grosse opération pour démontrer que la présidence française ne concerne pas que quelques bureaux entre Matignon et le Quai d'Orsay !

- Dans vos propos, vous avez mentionné à plusieurs reprises les écoles, les jeunes : s'agit-il d'une cible particulière ?

Sylvie Goulard : C'est plus que cela ! Ce mouvement a besoin d'un rajeunissement. Beaucoup de seniors s'engagent dans la vie associative, et c'est très bien ; mais il ne faudrait pas que l'Europe reste associée à des personnes âgées qui privilégient une vision un peu décalée avec l'UE à 27. Nous avons une section de jeunes très dynamique, Jeunes européens - France [9], qui diffuse une newsletter très impertinente appelée Le taurillon [10]. Pour moi, ils sont très importants. Ils ont leur propre programme dans les établissements scolaires, « l'Europe à l'école », avec l'agrément du ministère. Grâce à la différence d'âge réduite entre l'intervenant et l'auditoire, dix ans, ce ne sont pas des adultes qui viennent faire une « homélie » européenne mais un échange d'expériences entre jeunes et plus jeunes. Ils font souvent venir des étudiants Erasmus d'autres pays, ce qui permet de montrer aux élèves que l'Europe est porteuse d'ouvertures personnelles ; quand on est en Troisième, on n'a pas forcément l'occasion de rencontrer fréquemment un Slovène ou un Balte ! Il y a aussi des associations qui sont membres du Mouvement européen, parmi lesquelles l'AED, Association européenne des enseignants [11], qui a organisé des concours. Je rends vraiment hommage à toutes ces actions, mais l'enjeu est énorme et de nouvelles pistes doivent être explorées. Par exemple, il y a un petit magazine distribué dans les CDI, Imagine ton futur, sur les carrières potentielles : en concertation avec cette équipe, des informations sur tout ce que peut apporter l'Europe vont être incluses, des témoignages de jeunes Erasmus insérés....

- Il semble en vous lisant que l'on puisse parler à votre sujet de tropisme franco-allemand.

Sylvie Goulard : Tout à fait !

- D'où vient-il ? Est-ce un héritage, le fruit d'un parcours personnel ?

Sylvie Goulard : Je suis un enfant du traité de l'Elysée. A Marseille, dans les années 1970, l'approche stratégique de Charles de Gaulle et Konrad Adenauer produisait ses fruits : les bons élèves apprenaient l'allemand. Tout a commencé ainsi pour moi, et la culture allemande ainsi rencontrée m'a beaucoup marquée et enrichie. Même si l'Europe a changé, même si elle s'est agrandie, même si elle n'est pas la propriété privée des Français et les Allemands, le poids de nos deux pays, leur rôle historique et leur capacité à prendre leurs responsabilités font que la France et l'Allemagne sont incontournables. Les difficultés de la construction européenne depuis les années 1990 viennent très largement d'une dégradation des relations franco-allemandes en profondeur : il n'y a pas eu de vraie réflexion commune sur les conséquences de la chute du mur de Berlin ; à l'inverse, la fin du mandat de Jacques Chirac et de Gerhard Schröder a été une époque fusionnelle, allant trop loin, par exemple dans l'appui apporté à la Russie contre des pays nouvellement membres.

Je reste profondément persuadée que l'Allemagne est un pays clé. Et, comme j'aime présenter les choses de manière positive, je trouve que la culture allemande et ce que représente l'Allemagne sont d'un intérêt majeur pour les jeunes Français. Tout apprentissage d'une langue étrangère est un enrichissement, mais c'est tout particulièrement valable pour l'Allemagne : la pensée allemande est d'une richesse infinie ; on ne lit bien un auteur allemand qu'en langue originale ; derrière le système politique fédéral, il y a un modèle politique tellement différent du nôtre que c'est bien la synthèse des deux qui doit être recherchée au niveau européen, en y associant bien sûr les autres, sans exclusive.

Je suis pour ma part extrêmement préoccupée par les déclarations récentes qui veulent faire de la France un pays bilingue, ce qui veut sans doute dire qu'on va tous parler uniquement anglais : c'est la mort de la francophonie ! Si nous encourageons, nous Français, uniquement le bilinguisme anglais, c'est la fin de la langue française. Il faut que ceux qui le disent prennent leurs responsabilités. En revanche, je pense que la France a un rôle à jouer en faveur de la diversité culturelle, ce qui veut dire qu'il faut encourager les germanistes, les italianisants, les russophones, etc. C'est pour cela que j'ai beaucoup tenu à ce que cette opération avec l'ancien président fédéral Richard von Weisäcker ait lieu en allemand, et en allemand exclusivement. Ne sont venus que les élèves qui ont fait l'effort de parler allemand. L'échange fut émouvant et de grande qualité.

- Et vous savez qu'ils ne sont plus très nombreux, ceux qui choisissent l'allemand au collège !

Sylvie Goulard : Il n'y en a plus beaucoup, mais il faut leur montrer qu'ils ont un atout considérable. Et je crois honnêtement que la décision de consacrer autant d'argent public pour former des hispanisants est disproportionnée par rapport aux enjeux du monde de demain. Nous aurions besoin de sinisants, de gens parlant les langues de l'Europe centrale et orientale, de germanistes, et bien sûr d'hispanisants mais pas dans les proportions qui sont celles de l'Education nationale. Il y a, sur ce sujet, un tabou que certains ne veulent pas briser. Ou le choix de la facilité. Je prône une chose toute simple, que ceux qui font de l'allemand en Sixième apprennent aussi l'anglais ; qu'il y ait une petite prime pour l'effort que représente l'apprentissage de la langue allemande. Il faut maintenir un courant de germanistes en France. En Allemagne, le problème est identique ; le nombre de personnes qui apprennent le français décroît, ce qui est très grave.

- À ce propos, la défense de la langue française au sein des instances européennes a été l'objet de débats. Qu'en pensez-vous ? Existe-t-il réellement un reflux du français ?

Sylvie Goulard : Sur ce sujet, je vais être très brutale : que tous ceux qui ne parlent pas deux ou trois langues étrangères ne jettent pas la pierre ! La défense de la langue française à Bruxelles, ou ailleurs, passe par une vraie politique résolue et coûteuse de l'apprentissage des langues étrangères en France. Lorsque vous vous exprimez dans des langues étrangères, les autres ont plaisir ensuite à parler français avec vous ; mais si vous parlez uniquement anglais en Allemagne ou en Italie, vous n'êtes pas apprécié de la même façon. La défense de la langue française, qui dépasse cette dernière, est donc un enjeu de pluriculturalité. Nous acceptons trop que les sites web de la Commission européenne soient beaucoup moins plurilingues qu'il y a quelques années ; la différence avec la commission Prodi est énorme. J'en ai fait la remarque à Benita Ferrero-Waldner, commissaire autrichienne ; certes, l'anglais est véhiculaire, mais on pourrait envisager qu'après l'adoption d'un papier, il puisse être au moins traduit en cinq ou six langues, et pas forcément dans une vingtaine. Mais il y a toujours des ayatollahs pour expliquer que, s'il n'y en a pas vingt, il n'en faut qu'une ! Selon les sujets, on pourrait panacher : pourquoi ne pas recourir sur les sites à l'anglais, au français, à l'allemand et à l'espagnol par exemple ? La Banque centrale européenne (BCE) gagnerait également à communiquer dans d'autres langues que l'anglais. Les autorités françaises, ces dernières années, ont beaucoup récriminé et ont très peu fait. Jusqu'en 2004, les réunions des chefs de cabinet des commissaires européens se tenaient en anglais et en français, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui. La France a fait quelques efforts : proposer aux nouveaux fonctionnaires européens d'apprendre le français. Mais encore faut-il tenir bon sur les discussions en français ! En réalité, l'influence existe lorsque vous avez des idées : au XVIIIe siècle, tout le monde parlait français car émanait de la France un foisonnement d'idées ; dans le monde de la musique, la plupart des partitions sont produites en allemand... Lorsque vous êtes bon dans un secteur, vous êtes dominant ; la France a un peu perdu sa capacité de produire des idées, et de ce fait aussi, la langue française recule.

Au Mouvement européen, nous menons des opérations en allemand et en anglais, mais pas tout en anglais. J'écris des articles dans le Financial Times qui figurent sur notre site. Au total, il faut avant tout que les Français travaillent dans le domaine des langues étrangères...

- Vous évoquez dans *Le coq et la perle* les relations tumultueuses entre la France et l'Europe en insistant sur le rôle de « nation frein » joué par la première. A propos de l'échec de la Communauté européenne de défense (CED), vous portez un jugement très sévère sur Pierre Mendès France.

Sylvie Goulard : Oui, je suis très sévère à son égard, mais mon propos était surtout d'attirer l'attention des Français qui pensent, pour beaucoup, que la France est le moteur de l'Europe avec l'Allemagne. Or, cette affirmation provoque des éclats de rire colossaux à Bruxelles, à Rome ou à Berlin...

- La France est trop arrogante ?

Sylvie Goulard : Un peu. Je suis plus sévère pour la France, alors que d'autres pays ont aussi été des empêcheurs de tourner en rond, car elle a une prédilection pour des actions d'éclat, elle ne traîne pas discrètement des pieds, elle se pulvérise sur le mur européen : évoquons la crise de la CED, la conférence de presse du général de Gaulle de janvier 1963, la politique de la chaise vide, le rejet du traité constitutionnel en 2005. Ce comportement est d'autant plus choquant que la France est le pays qui affiche les objectifs les plus élevés. D'autres pays ne font pas grand-chose, mais ils sont entrés dans l'Europe avec peu d'ambition ; ce comportement n'est pas glorieux, mais il a le mérite d'être cohérent. Il suffit de regarder les discours, les mots qui reviennent avec continuité dans les discours français – ce que j'ai fait lorsque j'étais au Centre d'analyses et de prévision –, il s'agit de grandeur et de puissance... Je crois que les Français ont vécu sur une illusion, celle que l'Europe était une substitution à la grandeur perdue. Quel dommage d'avoir gaspillé notre capacité d'influence alors que nous avons toujours des choses à dire ! Le Belge Pierre Defraigne, qui fut le principal collaborateur de Pascal Lamy et est maintenant à la tête du think tank Eur-Ifri [12], partage cet avis : il dit que l'Europe a toujours besoin de la France, d'un contrepoint à d'autres approches. Mais encore faut-il qu'elle joue un jeu collectif ! Ce que j'ai essayé de montrer, c'est que le mode de fonctionnement personnalisé et hiérarchisé du pouvoir en France se révèle un handicap à Bruxelles. La stratégie des Britanniques repose en grande partie sur leur formidable aptitude à jouer en collectif ; ceci vient, peut-être, de leur système éducatif qui encourage à participer à des équipes, dans lequel il est plus important d'être bon au cricket qu'en mathématiques ! Même si vous avez raison, à Bruxelles, il ne suffit pas d'affirmer, il faut convaincre...

- Que pensez-vous du volontarisme actuel de la France pour sortir l'Europe de l'impasse ?

Sylvie Goulard : Il a des aspects positifs. La France a été trop absente. Il faut rendre hommage à Nicolas Sarkozy de revenir dans le jeu européen, d'ouvrir les débats qui gênent. Mais si l'on veut que cela aboutisse, il ne faut pas donner l'impression aux autres pays qu'on détient « la » vérité sur laquelle ils doivent s'aligner. Par exemple, si l'on veut aborder avec l'Allemagne le problème du nucléaire que l'exécutif français juge indispensable dans la lutte contre les effets de serre, il faut comprendre les raisons de son hostilité, faire en sorte que le débat y ait lieu et tourne en notre faveur, y labourer le terrain de façon décentralisée, répondre aux questions pertinentes posées sur la gestion des déchets... Il faut convaincre les opinions publiques, faire de la « public diplomacy » c'est-à-dire toucher les milieux influents, y compris par exemple l'église protestante – ce type de relais généralement ignoré par les Français –, pour démontrer que le nucléaire est une bonne chose.

- Est-ce dans cette perspective que vous scrutez la sortie d'un nouvel Eurobaromètre [13] ?

Sylvie Goulard : La publication de ces sondages a un immense mérite mais, je l'ai constaté à la Commission, son élaboration est très complexe car la question posée dans de nombreuses langues peut induire des différences. J'ai du respect pour cet instrument qui fournit une vision paneuropéenne quoique, parfois, les questions posées soient volontairement trop basiques, par exemple lorsque l'on demande un avis sur « l'élargissement » sans préciser à quel pays l'on pense ! Son intérêt réside dans les mêmes questions posées à intervalles réguliers, qui permettent donc de mesurer les évolutions sur la longue durée. On manque tellement d'instruments pour cerner cet espace public européen dont parle Habermas que l'outil est indispensable. Je recommande, et je l'ai cité dans mon ouvrage sur la Turquie [14], les sondages d'une ONG américaine, German Marshall Fund of the United States [15], car il faut croiser les sources pour obtenir une opinion plus affinée.

- Peut-on revenir sur l'idée reçue selon laquelle les élites sont intéressées par l'Europe alors que la « France d'en bas » est peu motivée ? Qu'en pensez-vous ? Il nous a semblé à vous lire que vous étiez perplexes devant cette assertion.

Sylvie Goulard : Si cela était vrai ! S'il y avait vraiment eu des élites pro-européennes dans ce pays, on ne serait pas arrivé à cette situation ! Il suffit de constater que, pendant les campagnes électorales, les hommes politiques vont faire un discours sur l'Europe, en général à Strasbourg, puis parlent d'autre chose. Il faudrait une pédagogie plus continue : lorsque l'on parle d'environnement, d'agriculture, d'éducation, on peut l'envisager sous un angle européen. En outre, il faut mettre en valeur un phénomène récent et préoccupant : à l'époque de Jacques Delors, président de la Commission, les entreprises se sentaient engagées, des conférences publiques réunissaient au Mouvement européen des personnalités de sensibilités différentes, comme Elisabeth Guigou et Jean-Louis Bourlanges, pour prendre la parole ensemble et militer pour la monnaie unique. Or, lors du débat de 2005, le patronat ne s'est pas engagé particulièrement, les chefs d'entreprise n'ont pas opposé de réponse à certains ténors de l'extrême gauche. Les entreprises sont moins engagées qu'auparavant, peut-être parce que le projet est plus diffus que le marché unique, la monnaie... Il n'y a pas eu ce que j'appelle le « sur-moi européen », un intérêt supérieur aux « pulsions » nationales, de mise en perspective d'enjeux comme la paix, qui n'est pas négligeable même si le spectre de la guerre s'est éloigné... Quant aux médias, réputés dans leur ensemble en faveur du « oui », il faut bien avouer qu'ils sont souvent absents, surtout les télévisions : au journal de TF1, on ne parle quasiment jamais d'Europe, c'est un non-sujet ; cette chaîne n'a même pas de correspondant à Bruxelles ! Manque une pédagogie européenne : même si l'Europe n'est pas télégénique, on pourrait faire mieux et il y a de nombreux pays où l'on en parle plus.

- Votre diagnostic est donc très pessimiste ?

Sylvie Goulard : Non, car il laisse une énorme marge de progression... Arlette Chabot, rédactrice en chef de France 2, a dit récemment qu'elle allait remettre de l'Europe dans ses journaux télévisés. Les connaissances sont aussi approximatives : dans la centaine de débats auxquels j'ai participé, j'ai remarqué que l'autre défenseur du « oui » n'était pas toujours très au courant du contenu du traité. Il en a été de même en Allemagne des députés du Bundestag qui venaient de ratifier le traité constitutionnel lorsqu'ils ont été interrogés par des journalistes à son sujet.

Le travail à mener doit se faire conjointement avec des élus locaux : au sein de régions eurosceptiques, on peut voir des zones qui ont voté « oui » grâce à l'action de certaines personnalités, Martine Aubry dans le Nord, Jean-Louis Bianco dans les Alpes-de-Haute-Provence. Il y a un gros effort à faire pour défendre l'idée européenne, mais il faut appeler au sursaut plutôt que céder au découragement !

[1] Sylvie Goulard, L'Europe pour les nuls, Paris, First, 2007.

[2] Sylvie Goulard, Le coq et la perle. Cinquante ans d'Europe, Paris, Seuil, 2007.

[3] P.-H. Spaak, Combats inachevés, tome 2 : De l'espoir aux déceptions, Paris, Fayard, 1969.

[4] Robert Marjolin, Le travail d'une vie. Mémoires, Paris, Robert Laffont, 1986.

[5] Le rapport, remis en septembre 2007, est consultable sur www.hubertvedrine.net

[6] www.mouvement-europeen.org

[7] www.notre-europe.eu

[8] www.europanova.eu

[9] www.jeunes-europeens.org

[10] www.taurillon.org

[11] www.aede-france.org

[12] www.ifri.org/frontDispatcher/ifri/recherche/eur_ifri_1115804290200

[13] http://ec.europa.eu/public_opinion/index_fr.htm

[14] *Le Grand Turc et la République de Venise*, Paris, Fayard, 2005.

[15] www.gmfus.org